

À côté et entre soi

par Thalia Creac'h

Comment rendre compte de la complexité et de la pluralité des liens de voisinage ? Au-delà des simples échanges devant les boîtes aux lettres, il s'agit notamment de comprendre les dynamiques inégalitaires qui structurent les rapports sociaux de proximité.

À propos de : Jean-Yves Authier et Joanie Cayouette-Remblière (dir.), *Ce que voisiner veut dire. Une grande enquête sur les liens sociaux de proximité*, Paris, Puf, 2025, 312 pages, 24 €.

L'enquête collective à l'origine de *Ce que voisiner veut dire*, paru en 2025 et dirigée par Jean-Yves Authier et Joanie Cayouette-Remblière, analyse les logiques qui sous-tendent les liens de voisinage, mais également ce que de tels liens disent de l'intégration sociale des individus. L'ouvrage permet de rectifier un certain nombre de discours normatifs – notamment médiatiques et politiques – qui visent à réguler les liens de voisinage en invoquant les notions, parfois mal comprises, de mixité sociale ou de ségrégation spatiale.

Tous voisins, mais tous voisins différemment

Les auteurs rappellent que les liens de voisinage ont déjà été étudiés par les sciences sociales, souvent dans le cadre de monographies. Bien que très instructives, ces dernières ont néanmoins une portée comparative limitée, puisqu'elles n'utilisent pas les mêmes méthodes, n'adoptent pas les mêmes échelles d'analyse et ne génèrent

donc pas les mêmes types de données. Des études statistiques plus larges des liens de voisinage ont également été réalisées. Mais, même si elles font apparaître de grandes tendances, elles peinent à dévoiler les spécificités des relations de voisinage selon les types d'espaces et de populations étudiés, ainsi que leurs évolutions.

Ce nouvel ouvrage propose une méthode d'enquête mixte, qui comble les zones d'ombre précédentes. Ses auteurs ont effectué en 2018 une enquête par questionnaire – baptisée « Mon quartier, mes voisins » (MQMV) – pour laquelle ils ont obtenu 2752 réponses. Ils ont ensuite mené, en 2019, 210 entretiens auprès de personnes ayant déjà répondu au questionnaire. Quatorze terrains d'étude ont été investis, sept à Paris et sept à Lyon, renvoyant à sept types de cas différents en matière de « *composition sociale* » et de niveau d'« *urbanisation* » : « *quartiers bourgeois en ville-centre, [...] quartiers gentrifiés en ville-centre [...] quartiers populaires en ville-centre [...] quartiers de mixité sociale programmée [...] grands ensembles en rénovation urbaine [...] petites villes périurbaines [...] communes rurales périurbaines* » (p. 22).

Cette pluralité des méthodes et des cas permet d'établir plusieurs constats. L'ouvrage relativise tout d'abord l'idée selon laquelle les relations de voisinage seraient « *en crise* » dans le sens où elles auraient tendance, d'une part, à se déliter ou, d'autre part, à faire l'objet d'un entre-soi qui mènerait, dans les quartiers populaires, à des formes de « *communautarisme ethnique* ». Les résultats de l'enquête réfutent ces deux affirmations. Ils permettent aussi de repenser ce que signifie être voisins. Les auteurs choisissent, en effet, de ne pas présenter les voisins comme un groupe indifférencié, mais de comprendre plus finement les modalités de constitution des liens, les alliances, les conflits, les raisons de voisiner, les variations selon le périmètre des relations. Par ailleurs, il apparaît impossible de réfléchir aux relations de voisinage sans les replacer dans un ensemble plus large de liens, dont les relations amicales et électives, afin d'observer d'éventuelles combinaisons entre ces différents types, déterminant « *la pulsation de la vie de voisinage* » (p. 12). L'évolution des liens est aussi tributaire de la composition sociale de chaque espace local, ce qui conduit à examiner l'impact de la variable de classe sur la construction et la transformation des relations de voisinage.

Qualité et densité des liens : une affaire de classes sociales

L'enquête met en cause un certain nombre d'idées reçues. Tout d'abord, les auteurs montrent que l'homophilie en termes de professions et de catégories socioprofessionnelles est moins élevée que pour d'autres variables, comme celles du « *statut d'occupation du logement* » ou de « *situation à l'égard des enfants* ». Néanmoins, si l'on se penche sur la variable socioprofessionnelle, tout le monde ne voisine pas – c'est-à-dire ne fréquente pas ses voisins – aussi intensément. L'ouvrage rend compte à ce sujet d'un paradoxe apparent : alors que l'échange de ressources entre voisins est essentiel pour les classes populaires, ce sont statistiquement celles qui voisent le moins. En fait, c'est précisément parce qu'elles sont plus dépendantes que les autres classes sociales des ressources de voisinage qu'elles doivent faire preuve de prudence dans la création de ces liens. Elles disposent de moins de leviers – qu'il s'agisse d'associations d'habitants ou de possibilités de recours institutionnels – pour régler les conflits entre voisins. En outre, les difficultés pour voisiner sont induites par le type de logements qu'elles occupent – moins adaptés pour recevoir – et par leurs trajectoires résidentielles, sur lesquelles elles ont moins de prise.

À l'inverse, les classes moyennes et supérieures ont davantage de facilités à s'insérer dans leurs quartiers. Les premières sont les plus investies dans les associations de quartier, qui créent de la sociabilité et leur offrent une forme de centralité dans les réseaux et les institutions locales : « *Leurs activités associatives placent certains enquêtés de classes moyennes en position de porte-parole sur des questions liées à la vie locale, et font alors d'eux des figures connues et reconnues dans l'espace local.* » (p. 95). Quant aux classes supérieures, elles développent elles aussi des liens de voisinage importants, marqués par une plus grande proximité sociale et ethnique. Ces relations sont parfois organisées autour de la gestion de la copropriété, si bien que se recoupent ici l'opposition propriétaires-locataires et la dimension de classe. Plus largement, les classes supérieures développent aussi davantage de relations dans le quartier autour d'activités culturelles (l'offre locale s'adaptant généralement aux goûts et intérêts de ce type de population).

Ce constat portant sur les différences dans les manières de voisiner selon la classe sociale amène les auteurs à prolonger leur analyse en posant plusieurs questions supplémentaires : bien que les classes populaires voisent moins, est-ce que les liens de voisinage leur permettent de compenser leurs moindres ressources individuelles ? Autrement dit, est-ce qu'ils réduisent les inégalités ou, au contraire, les renforcent ?

Malheureusement, au vu des résultats de l'enquête, la dernière hypothèse est la bonne : on observe un renforcement des inégalités, les liens fonctionnant selon « *une logique de cumul* » (p. 250). L'enquête montre en effet qu'un individu développant de nombreux liens locaux disposera également de nombreux liens extra-locaux.

Au-delà de la classe, d'autres facteurs à prendre en compte

L'enquête s'intéresse aussi à d'autres variables, telles que le genre, l'âge et le pays de naissance. S'il n'est pas possible ici de revenir précisément sur l'ensemble de ces variables, rappeler les résultats sur le pays de naissance est important, notamment parce que, sur ce point comme sur les précédents, ils remettent en cause des lieux communs. Les auteurs montrent tout d'abord qu'il y a un plus grand entre-soi en matière de liens de voisinage entre personnes nées en France qu'entre personnes nées à l'étranger, ce qui va à rebours de l'idée de « *communautarisme ethnique* » dans les quartiers. Toutefois, c'est pour les enfants d'immigrés qu'il est le plus difficile de s'intégrer, à la fois dans les liens de voisinage mais plus largement dans la société, en raison de la discrimination qu'ils subissent (p. 265). Une autre variable dont il est intéressant de souligner l'importance est une variable géographique : celle que les auteurs appellent les « *effets de quartier* » ou de « *contexte local* ». Ils observent que la composition sociale des quartiers n'est pas la seule influence sur les manières de voisiner : le type de quartier dans lequel on évolue compte aussi. Ils montrent en effet que le fait de développer des liens avec ses voisins dépend de la « *morphologie des lieux, [de] la densité du bâti et [de] l'offre en services et en équipements* » (p. 138). Dès lors, la nature et l'intensité des liens vont évoluer selon le type de quartier dans lequel on s'installe, et ce pour différentes raisons propres à un espace et à la vie d'un individu : « *la localisation et l'histoire des lieux, les caractéristiques des trajectoires résidentielles [...], les rapports sociaux et les normes construites localement entre habitants et groupes sociaux en présence* » (p. 160).

Normes de voisinage, normes des classes dominantes

L'ensemble de ces inégalités, en particulier de classe et de pays de naissance (ou de pays de naissance des parents), ont des conséquences en matière de normes

d'urbanité, c'est-à-dire de styles de vie encouragés dans le quartier. Cet « *ordre social local* » va du degré de tolérance au bruit dans un immeuble au type de commerce qu'on souhaite voir apparaître en bas de chez soi en passant par bien d'autres aspects. Or, comme l'ont montré Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire dès 1970¹, une forme de mixité sociale et ethnique dans le quartier n'induit pas forcément que différents styles de vie puissent cohabiter. Ce sont, en effet, souvent les classes moyennes et supérieures qui, ayant davantage de ressources institutionnelles et financières et s'investissant plus dans les espaces collectifs du quartier, disposent de davantage de prises pour faire évoluer l'espace dans lequel ils vivent.

Au sein d'un même immeuble, la négociation des normes de voisinage s'articule souvent autour d'aspects de la vie quotidienne qui peuvent sembler triviaux : jusqu'à quel point doit-on supporter le bruit des enfants des voisins du dessus ? Accepte-t-on qu'un groupe de jeunes discute assis sur le perron de l'immeuble ? Souhaitons-nous que nos voisins franchissent le palier de notre domicile ? En approfondissant l'exemple du bruit, les auteurs démontrent que toutes ces dimensions de la vie collective dépendent en fait des représentations que l'on projette sur les autres, parfois de manière discriminatoire : « *Derrière la réponse objective et factuelle qu'est le « bruit » comme source de conflit ou de gêne, se cache, de façon plus subjective, la perception que les individus se font des autres, de leurs manières différentes de vivre, mais aussi de leurs façons de considérer la vie commune dans un immeuble* » (p. 55).

L'enquête permet ainsi d'affirmer que, bien que la diversité des individus à l'échelle locale soit souvent valorisée lorsque l'on interroge les habitants sur leur rapport au quartier, cela ne signifie pas pour autant qu'elle soit bien vécue et cela n'empêche pas les tentatives d'imposition normative de certains groupes.

Dans l'ensemble, *Ce que voisiner veut dire* constitue donc une contribution empirique notable à la description des relations de voisinage en France et à leur meilleure compréhension. L'ouvrage remet en cause un certain nombre de clichés — et notamment celui d'un supposé « communautarisme ethnique » régulièrement repris dans le débat public. Certes, l'appareillage conceptuel mobilisé comporte quelques imprécisions : les auteurs confondent par moments l'entre-soi (ici, le fait de voisiner avec ses semblables) et l'homophilie (c'est-à-dire la préférence pour l'entre-

¹ Voir : Chamboredon, J.-C., & Lemaire, M. (1970). Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement. *Revue française de sociologie*, vol. 11, n° 1, p. 3-33 ; Pasquali, P. (2012). Deux sociologues en banlieue : L'enquête sur les grands ensembles de Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire (1966-1970). *Genèses*, n° 87, p.113-135.

soi)². Toutefois, cela n'enlève rien aux principales qualités de l'ouvrage et de l'enquête MQMV, dont on espère qu'ils nourriront à l'avenir les discussions sur « les quartiers », quels qu'ils soient.

Publié dans lavedesidees.fr, le 6 mars 2025.

² Voir : Cousin B. (2016). Les habitants des quartiers refondés face à l'injustice spatiale. *Communications*, n° 98, pp. 81-94 ; Oberti, M. et Préteceille, E. (2016). *La ségrégation urbaine*. La Découverte.